

LYON SOCIÉTÉ

Résidence évacuée : les associations s'inquiètent de l'avenir des migrants



■ Les membres du collectif Agir Migrants Lyon ont fait remplir des déclarations de situation aux migrants. Photo Jean-Christophe MORERA

Au début du Plan Hivernal, des migrants avaient été installés dans une résidence seniors vouée à la démolition, dans le 5^e arrondissement. Ils ont dû quitter les lieux ce jeudi, sans solution de relogement, au grand dam des associations.

Ils ont été jusqu'à 120 à être hébergés dans l'ancienne résidence de la Sarra. Des migrants, dont de nombreux Albanaï, qui n'ont plus de toit depuis hier. « Il restait 17 familles en fin de semaine dernière. Quelques-unes ont préféré s'en aller avant la fermeture annoncée de ce jeudi. Mais il reste 34 personnes, dont une femme enceinte et 21 enfants », explique Geneviève Iacono, de la Coordination Urgence Migrants de Lyon.

Le site de la Sarra a été ouvert au début du Plan Hivernal : « Le bâtiment a été mis à disposition en début d'hiver, en lien avec la Préfecture et l'association

Notre-Dame des Sans-Abri. Le Plan a pris fin le 31 mars. La Ville de Lyon a accordé un délai pour permettre aux personnes hébergées une sortie progressive du dispositif », explique-t-on du côté de l'Hôtel de Ville.

Sauf que les associations n'avaient pas compris cela... « Nous pensions avoir jusqu'à fin juin. Nous avons été surpris par l'annonce de cette fermeture », regrette Anne Constant du collectif Agir Migrants Lyon. Même incompréhension pour le collectif Jamais sans toit, qui suit plus particulièrement les cas d'enfants scolarisés mais dormant dans la rue : « Un mois jour pour jour après la remise à la rue de 120 personnes hébergées à la caserne Chabal (Saint-Priest), l'État continue de gérer les choses dans la précipitation et la brutalité au mépris de la dignité des personnes et de la continuité de l'hébergement d'urgence. »

Une accusation de « précipitation » que récuse la Ville de Lyon : « Ce bâtiment, une ancienne résidence seniors,



■ Les équipes du Foyer Notre-Dame des Sans-Abri ont commencé le démantèlement de leur mobilier. Photo Jean-Christophe MORERA

doit faire l'objet d'une démolition puis d'une reconstruction. C'est inscrit à notre plan de mandat. Nous avons déjà repoussé par deux fois le début du chantier. De fait, le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri a jusqu'au 31 mai pour débarrasser ses affaires. Début juin, les réseaux d'eau, d'électricité et de gaz seront coupés, puis la démolition commencera dans la foulée.

« Une fin de dispositif étalée »

Mais les associations espéraient un délai. « À la suite de l'action des acteurs associatifs de Lyon dans le cadre de la conférence de consensus préalable au projet de loi Elan, la commission des lois a retenu notre proposition de mettre en œuvre la mobilisation des immeubles vacants en vue d'ouvrir de nouvelles places d'hébergement. La décision courageuse des élus de Lyon de maintenir dans cette résidence les personnes hébergées jusqu'au moment effectif de la démolition de l'immeuble serait une application antici-

pée du projet de loi Elan qui sera débattue à l'assemblée nationale à partir du 30 mai », estime Geneviève Iacono. Pour la Préfecture du Rhône, la fermeture de cette résidence n'a rien d'anormale. Elle était même programmée. « Fin mars, nous avons réuni les associations, la Métropole et la ville de Lyon pour leur expliquer la fin du dispositif hivernal. L'idée, c'était de rassurer, de dire qu'on ne mettrait pas les gens dehors comme ça. La fin des hébergements doit s'étaler jusqu'au 30 juin. Nous avons eu 800 personnes dans le dispositif, leur situation a été étudiée au cas par cas », précise le service presse de la Préfecture. Dans le détail, 350 personnes vont intégrer l'« hébergement d'urgence pérenne », 250 personnes très vulnérables (enfants en bas âge, femmes enceintes...) seront hébergées au moins jusqu'au 30 juin. Les 200 autres, arrivées au bout des démarches, se sont vues signifier la fin de leur prise en charge.

Jean-Christophe MORERA

L'école Robert-Doisneau sert de nouveau de refuge à trois élèves et leurs parents

Après cinq mois et demi de répit, Daniel, 3 ans, Médina, 7 ans et Mimoza, 10 ans, allaient devoir retourner vivre dehors avec leurs parents, dont la maman est enceinte de 4 mois.

« Après avoir été hébergé quelques jours à l'hôtel, grâce à l'aide de la mairie du 1^{er} arrondissement et à la solidarité des parents d'élèves, le collectif "Jamais sans toit" de l'école Doisneau, rue Sergent-Blandan, a pris la décision

d'occuper le gymnase de l'école pour les héberger, depuis le 22 mai, confie l'un des porte-parole du comité. Alors que leur dossier de demande de régularisation est en cours à la Préfecture. »

Déjà en novembre dernier, à la suite de la mobilisation de parents d'élèves, d'enseignants et d'habitants, le lieu avait été occupé pour héberger des familles d'élèves sans abri. « Cette action avait permis aux fa-

milles d'intégrer le dispositif d'hébergement hivernal mis en place par la préfecture début décembre. Aujourd'hui ne pouvant tolérer l'inhumanité des remises à la rue, le collectif "Jamais sans Toit" organise mardi 29 mai une manifestation qui partira à 18 heures de la place des Terreaux pour se rendre à l'école Doisneau, où nous tiendrons une conférence de presse », conclut le porte-parole.



■ Depuis quelques jours, le gymnase de l'école Doisneau accueille à nouveau une famille, de trois enfants, pour qu'elle ne dorme pas dehors. Photo Alain-Charles FABRE